

# Vers la fin du mois de février 1986,

avant la célébration massivement suivie du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'accession au trône marocain par Hassan II et le dixième du lancement de la Marche Verte sur le Sahara (la marche en effet s'est passée en novembre 75, mais elle a été rituellement assimilée au jour du couronnement en raison de son importance historique), le Conseil municipal de Sefrou, récemment élu, a sorti, sans avis préalable, sans explication, un très curieux décret. À partir de ce jour-là, tous les immeubles de la ville devaient être de couleur beige, crème dans la rédaction française, *qehwi* dans la rédaction arabe : on pouvait se procurer la peinture dans des lieux désignés à cet effet. L'obéissance à ce décret fut, comme on pouvait s'y attendre, très loin d'être totale et la ville est restée plus blanche qu'autre chose, sinon, pastel. Mais, contre toute attente, (en tout cas en ce qui me concerne), certains types de populations dans certains quartiers de la ville y obéirent immédiatement et entièrement. Les façades des maisons aux couleurs vives et variées, dont certaines étaient de véritables chefs-d'œuvre d'audace ornementale, furent en un seul jour repeintes d'un brun-grisâtre homogène.

Derrière cet événement, en lui-même trivial et à durée effective incertaine, se cache une longue histoire, qui est, elle, loin d'être triviale. Le changement de la forme de la ville, le changement de sa composition sociale, le changement de ses relations avec son arrière-pays, sa base économique, ses élites gouvernantes et le pouvoir national, et plus critique encore, le changement de sens pour les habitants de ce que signifie réellement le mot *citadin* (traduit par le mot arabe *mudaniyya* – qui appartient à et dans une ville, une médina), tout cela fut l'objet d'un débat amer et à multiples facettes – un débat relatif à ce que doit être aujourd'hui une ville proprement islamique, un lieu de « religion » (*din*), comment elle doit être sentie, à quoi elle doit ressembler.

(...)

On a du mal à trouver aujourd'hui une ville ou un bourg dans tout le Proche-Orient, quelle que soit son ancienneté, qui présente au monde un visage historiquement cohérent. Bien sûr, cela est vrai, dans un certain sens, partout en Asie et en Afrique et d'ailleurs, peu de villes occidentales prétendent à la permanence de leur identité. Mais cela semble particulièrement caractériser les villes arabo-musulmanes et certainement les villes marocaines et certainement Sefrou, car les nouvelles formes des villes ont moins tendance à remplacer les anciennes ou à les mettre au goût du jour ou à les avaler que de grandir autour d'elles, en les laissant plus ou moins intactes. Les « vieilles médinas », les « nouvelles médinas », les « villes nouvelles », les « habitations spontanées... clandestines... périphériques », coexistent à la façon d'un site archéologique occupé successivement et dont les strates restantes seraient étalées horizontalement pour une inspection comparative. Le paysage urbain n'est pas seulement varié, comme le sont tous les paysages de ce type, mais il est également disjoint, il se présente comme une série de scènes. C'est dans un tel paysage, composé d'ordres différents qui émergent de formes de vie différentes et qui indiquent différentes directions, qu'a lieu un débat public sur la ville islamique, un débat sur les bâtiments et les institutions, les façades et les idéologies, les systèmes de voirie et les services publics.

Dans l'histoire de Sefrou, et plus particulièrement dans son histoire récente, tous ces sujets sont arrivés au même moment : la désarticulation du paysage urbain ; l'intérêt pour l'idée de la Ville Islamique comme norme permanente ; la difficulté de définir une telle idée dans le contexte de la désarticulation ; le sentiment que cette idée et avec elle l'Islam lui-même, est en danger ; le « lire » (*reading-in*) — ou, pour adopter une phrase de Richard Wollheim, le « voir » (*seeing-in*) — de ces phénomènes à travers le changement d'apparence physique de la ville. Les efforts gouvernementaux pour contrôler les couleurs des maisons sont, comme les défilés de célébration de diplôme, des *happenings* occasionnels. Mais ces mises en scène où le décor, le design et les particularités des espaces ont une pertinence particulière, touchent forcément à beaucoup de thèmes à la fois.

À l'aube du Protectorat, en 1911, la ville de Sefrou (ou le « bourg » de Sefrou : il n'y a aucune distinction en arabe) avait une surface de dix hectares, abritait six mille personnes et était composée de l'ancienne ville fortifiée, aux passages et aux impasses, la *medina qadima*, d'un quartier juif enkysté en plein centre, le *mellah* et juste au-dessus, une petite citadelle, fortifiée également, la *qal'a*. Dix ans plus tard en 1922, le Protectorat fermement en place, la ville, officiellement promue en municipalité, était treize fois plus grande,

sa surface passait à 130 ha, elle se composait des vieux quartiers, plus un nouveau quartier arabe au plan orthogonal, juste hors des murs, et un faubourg français fait de jardins, de maisons et de rues sinueuses dans les collines au-dessus de la citadelle. En 1944, vers la fin du Protectorat, les limites de la municipalité sont agrandies pour atteindre 380 ha (la population avoisine les vingt mille habitants), les nouvelles extensions sont encore des quartiers de type « nouvelle médina », avec en plus quelques espaces civiques néo-mauresques. Le périmètre est resté le même jusqu'en 1982, quand un gouvernement municipal socialiste, depuis peu – et presque accidentellement – arrivé au pouvoir, ayant encore à affronter une nouvelle campagne électorale aux issues très incertaines, a subitement et en pleine, voire violente controverse, plus que triplé la surface officielle de la ville en la faisant passer à 1 200 hectares ; l'objectif était d'inclure dans son orbite politique les habitations « spontanées », « clandestines », « périphériques », qui ont poussé avec une rapidité étonnante pendant la dernière décennie et dont les votes étaient perçus par les socialistes comme étant des leurs. Ce fut une révolution (ou une tentative de révolution, car, en l'occurrence, elle a échoué) par redéfinition municipale.

La généalogie culturelle de la ville peut se voir dans le dépliement des étapes de sa croissance, pendant lesquelles elle a multiplié, sur une période de 70 ans, 120 fois sa surface originale et 9 fois sa population. L'une après l'autre, des formes de vies importunes sont venues occuper l'une ou l'autre partie de son site : française, franco-marocaine, marocaine rurale (pour la plupart, berbères d'expression et pastoralistes de culture), en se distribuant d'elles-mêmes autour du cœur de la médina arabe et judéo-arabe, qui s'est retrouvé enserré sur place comme un vestige qui s'écroule. Certaines de ces formes de vie, la française et la juive, ont en partie disparu pour se déployer à Marseille et à Jérusalem. Mais, après la montée au pouvoir des socialistes en 1976 (spécialement après leur tentative, sept ans plus tard, de s'y maintenir par l'intégration de quartiers d'habitations dans le corps de la ville), la distinction entre ce que j'ai appelé, comme eux-mêmes le font, les « vieux » sefrouis ou « véritables » ou « authentiques », descendants de familles résidentes (ou du moins ils le prétendent) depuis des centaines d'années et les « nouveaux » sefrouis ou « de l'extérieur » ou « étrangers », récemment rassemblés sur les marges de la ville, est devenue le principal nœud du conflit social, économique et politique. « La ville avait l'habitude de manger la campagne », m'a dit tristement un vieil habitant. « Maintenant, la campagne mange la ville ».

Les « vieux » (« vrais... », « authentiques... ») sefrouis sont, pour la plupart commerçants de profession libérale, propriétaires

fonciers ou fonctionnaires, parfois tout à la fois ; et bien qu'ils viennent de toutes les classes, de la plus pitoyablement pauvre jusqu'à la plus « crocodilement » riche, c'est d'eux qu'est extraite, comme apparemment cela a toujours été le cas, l'élite de la ville, particulièrement restreinte (une petite clique serrée dont les membres sont suffisamment peu nombreux pour tenir sur une liste). Tandis qu'ils représentaient un tiers peut-être de la population musulmane, juive et française, au moment de l'Indépendance, ils constituent aujourd'hui un tiers peut-être d'une population (plus grande) de citoyens musulmans et de ruraux musulmans. La plupart d'entre eux vivent actuellement en dehors du centre de la vieille ville. Les classes qui se « moyennisent » – des boutiquiers plus petits, des petits fonctionnaires, des réparateurs, et ceux qui leur ressemblent – se sont installés depuis les années 40 à l'intérieur des quartiers tramés de la « nouvelle médina », juste à l'extérieur des remparts, qui furent construits expressément pour les loger, et se faisant, ils laissaient derrière eux les pauvres (et les souks traditionnels). L'élite ancrée comme elle l'était dans les ruelles familiales fermées, dans les quartiers privés protégés du bruit du monde, fut plus lente à abandonner la vieille médina ; mais depuis la fin des années soixante, presque tous ses membres – la majorité appartenant à sept ou huit grandes familles locales – ont déménagé pour les maisons des faubourgs libérées par les français qui partaient. De ces mêmes français, ils ont hérité également de l'administration municipale, ils ont fortifié leur position économique et ils ont tissé des liens avec la Monarchie, comme « hommes du roi », plus ou moins de la même façon que leurs pères avec le gouvernement du Protectorat comme notables indigènes. Même pendant la lutte de l'Indépendance, leur main-mise sur le pouvoir fut brièvement secouée par celui, montant, des leaders nationalistes pour la plupart membres de l'Istiqlal, le parti réformiste musulman ; mais elle fut bientôt restaurée par la Monarchie qui, en réaffirmant sa propre ascendance, a réaffirmé la leur. Avec les élections municipales de 1963, ils retrouvèrent leur place – les mêmes hommes, avec les mêmes intérêts, les mêmes ressources et la même compréhension de *mudaniyya* : « citadinité arabo-islamique ».

Les « nouveaux » (« étrangers... », « outsiders... ») sefrouis, qui affluaient pendant les années 70 et 80 et qui arrivent encore, s'installaient sur les limites de la nouvelle médina déjà étendue, dans des endroits inoccupés jusque-là à cause de l'empierrement du sol et de l'escarpement du site ou, de plus en plus, ce qui dérangeait encore plus les vieux sefrouis, dans les *huerta* (mot espagnol pour verger), forêts irriguées d'oliviers qui marquaient l'esthétique de la ville et procuraient une bonne partie des revenus et qui furent pendant

des siècles le signe de sa félicité d'oasis. Ils ne se sont pas installés comme si souvent le font les immigrants ruraux dans les grandes conurbations de la côte – Casablanca, Rabat-Salé, Tanger, Safi – dans des pauvres, misérables et précaires bidonvilles. Avec l'appui des revenus des fermes fraîchement vendues et, plus important encore, avec l'argent envoyé par les parents travaillant en Europe, ils ont construit ou ont fait construire de solides maisons, faites de pierres et de ciment, de type urbain, de belle taille, dessinées pour être remarquées et pour durer. Leur arrivée dans la ville n'a donc pas seulement changé sa composition sociale. Elle a changé, comme ne l'ont pas fait les intrusions antérieures (ou seulement marginalement) son aspect, son air, son visage, son apparence. Ce qui avait été un bijou « ciselé » dans « un jardin paradisiaque » était maintenant un bourg sans fin, désorganisé, n'ayant plus rien du bijou – *bourg*, un mot français, amer, que chacun dans la ville semble maintenant connaître.

Cette transformation d'une ville solidement ancrée dans un flux tribal à un tas de bâtiments, de gens et d'institutions, était destinée à prendre inévitablement une expression politique, même dans une monarchie traditionaliste, généralement résistante aux politiques populaires. Quand le taux de population urbaine par rapport à la population rurale change radicalement, quand les valeurs immobilières grimpent à une vitesse vertigineuse, quand la majorité des maisons sont sans eau courante, sans égouts, sans électricité, sans accès routier effectif et quand d'énormes fonds de l'étranger affluent dans une économie où la proportion des gens sans travail (« Ceux, comme dit l'idiome, qui s'adosent au mur. ») s'agrandit à pas de géant, la structure du pouvoir établi, quelle que soit son ancienneté, quel que soit son degré d'imbrication, et quelle que soit la fermeté de l'appui que lui donne l'autorité centrale, ne peut, bien sûr, qu'être mise sous pression.

L'étendue de cette pression s'est révélée soudainement dans les élections municipales de 1976 quand cette structure a, en effet, craqué. Les représentants de l'élite traditionnelle qui monopolisaient le Conseil depuis que Lyautey l'avait établi en 1913 ont été renvoyés d'un jour à l'autre, et le Parti socialiste marocain qui n'avait jamais été un véritable acteur, gagna le trois-quart des sièges, à l'étonnement de tous, y compris d'eux-mêmes. Bien que le Conseil, maintenu par un contrôle bureaucratique et policier dans un système appelé par euphémisme « tutelle », est très limité dans sa capacité à agir par lui-même, il reste la principale expression de l'équilibre des pouvoirs localement enracinés, du simple fait qu'il était dans le gouvernement local (nommé par ailleurs par le gouvernement central) le seul corps de quelque importance élu populairement.

L'éviction spectaculaire de ce Conseil des fils et des petit-fils des hommes qui l'avaient traditionnellement en main, et qui fut une humiliation publique de grande conséquence, a inauguré une sorte de « Printemps de Prague » à Sefrou : une période, sept ans pour être exact, au bout de laquelle la porte, ouverte de façon inattendue, fut, dans une tension croissante, sous une forte pression de l'extérieur, dans un climat significatif de grandes violences, impitoyablement et, semble-t-il, définitivement refermée.

Cet inter-règne étrange, moment populiste dans un système paternaliste, a été rendu possible par les pratiques de la monarchie héritée du protectorat et perfectionnée depuis, qui consistent à utiliser les élections municipales comme une sorte de sondage d'opinion publique. Les élections sont en général soigneusement contrôlées, mais, à chacune d'elles, certaines localités bénéficient d'une relative liberté afin de faire émerger les réalités politiques. Quel est l'état des lieux ? Avec qui faut-il traiter ? La fois d'après, elles perdent cette liberté stratégique et ce sont d'autres localités qui bénéficient de l'opportunité d'un vote moins ficelé. En 1976, ce fut au tour de Sefrou de vivre une démocratie par sondage d'opinion ; en 1983, le mandat expirait, l'expérience fut terminée. La vieille élite sefrouie fut relancée aux affaires. Aucun socialiste ne fut réélu, le Parti, en tant que force locale, s'est effondré, ses principaux leaders, craignant les arrestations ou pire, ont quitté la ville.

Mais, même court, l'interlude socialiste a mis clairement en relief la question suivante : quel genre de ville devrait être Sefrou ? Le déménagement de la vieille élite sefrouie, l'extension du périmètre de la ville, donc du droit de vote, la revendication auprès des services de la ville d'intégrer les nouvelles habitations sefrouies et la tentative vigoureuse du Conseil d'élargir sa liberté d'action vis-à-vis de l'appareil administratif central – d'affaiblir la « tutelle » – n'ont pas seulement mis au défi les privilèges et les exclusions traditionnels. Ce fut aussi un défi à l'idée de la Ville Islamique dans le cadre de laquelle sont définis ces privilèges et ces exclusions. En mettant en route une révolution sociale locale – entreprise dans laquelle ils ont largement échoué et étaient voués à échouer par la nature même de l'entreprise – les socialistes ont entamé, plus ou moins par hasard (parce qu'eux aussi, si l'on considère leurs goûts, étaient des traditionalistes) au moins le commencement d'une révolution culturelle. Ils ont laissé l'économie matérielle à peu près comme ils l'ont trouvée mais l'économie symbolique, à savoir la figuration de l'espace de la ville, totalement transformée.

Ce ne sont pas les directions du changement qui avait, bien avant leur avènement, affecté la ville et qui a continué à progresser après leur chute, que l'interruption socialiste a interrompues ; mais

les façons de se représenter, de percevoir, de comprendre ces directions. En accordant le vote aux nouvelles populations sefrouies, non seulement en termes légaux qui dans un Etat de « tutelle » traditionnel ne sont pas très importants, mais en termes moraux qui, dans un tel Etat, spécialement s'il est musulman, sont vraiment très importants, les socialistes ont renforcé la détermination des nouveaux sefrouis d'être inclus dans le corps de la ville, d'être inscrits dans son paysage. Mais l'autorisation de vote a renforcé également, et au moins aussi fortement, la détermination des vieux sefrouis de fixer les critères, critères de style de vie d'un côté et critères comportementaux de l'autre, sur lesquels une telle intégration doit véritablement se fonder. La collision de ces diverses déterminations – quels sont actuellement les signes de la *mudaniyya* ? – a pénétré au cœur même des luttes sociales et y est restée.

Peu avant la double célébration, que j'ai déjà mentionnée, de son quart de siècle comme Roi et de sa décennie comme Commandeur saharien, Hassan II fit un discours dans son nouveau Palais à Marrakech – transmis à la radio et à la télévision officielles – adressé à l'Association des architectes et urbanistes marocains, « un véritable cours sur l'architecture et l'urbanisme », comme l'a dit le journal royaliste *Le Matin du Sahara*.

« Le Maroc a été marqué à chaque grande période de son histoire, dit le Roi, par une originalité architecturale. (...) Aujourd'hui, cependant, un déclin est en cours. Toutes sortes d'immeubles mal dessinés, mal construits ont fait leur apparition de façon hasardeuse autour de nos anciennes villes. Des maisons de style européen de mauvais goût, vulgaires et ostentatoires, prolifèrent dans les quartiers riches. La forme classique de la ville islamique marocaine, le fleuron de notre grandeur culturelle, est en train de disparaître dans un magma indescriptible et sans nom. »

« Par exemple, dit-il, prenons Sefrou. Il n'y pas longtemps encore, c'était un joli petit endroit, avec ses jardins, ses remparts, ses mosquées, nichés au pied du Moyen-Atlas – une magnifique expression (il l'a appelée *un bijou*) d'une tradition authentique marocaine. Aujourd'hui, elle n'a aucune forme et est devenue laide (*laide*, bien qu'il parlât en arabe). Confrontés à la nécessité de doubler notre capacité en logements d'ici l'an 2000, il est nécessaire de construire « Moroccan for the Moroccans » (en anglais). Nous devons donner à nos travaux un caractère national. Nous devons préserver, au milieu de la modernisation, ce qui est beau et authentique, conserver (ce que Sefrou n'a apparemment pas fait) l'identité spirituelle, musulmane et maghrébine à la fois, de l'architecture et de la forme urbaine marocaine. (...) »

Le petit « cours » du Roi, en pointant Sefrou devant le pays entier comme un cas insigne de l'horreur urbaine non-marocaine, non-islamique, secoua très sérieusement, comme on peut l'imaginer, le Conseil municipal des vieux sefrouis ré-installés depuis peu, d'autant qu'il fut suivi presque immédiatement d'une réprimande officielle du gouverneur de province de Fès et de l'ordre « de faire quelque chose » avant le jour de l'Accession au Trône. Mais, en effet, cela n'a fait qu'amener à ébullition un processus de confrontation culturelle qui était déjà bien engagé dans la ville.

La consternation des vieux sefrouis devant la transformation physique de la ville a pris d'énormes proportions durant la période socialiste, provoquant une litanie de plaintes morales, de ressentiments de classe et de nostalgie esthétique, suffisamment épaisse pour être coupée avec un couteau. Et elle fut également l'amorce d'un effort conscient pour recréer les institutions et le visage d'une authentique ville islamique.

L'office traditionnel du *mohtasib*, à la fois précepteur religieux, policier moral et administrateur du marché, qui a eu dans le passé une importance extrême, mais est tombé dans une désuétude quasi complète, a été élevé en 1982 à une place politique prééminente, lors de la lutte amère qui a ramené au pouvoir la vieille garde. Un ancien leader traditionnel (et, en tant que shérif Alaoui, un parent éloigné du roi) fut nommé à cette tâche et immédiatement accusa les socialistes d'être « athés ». Une très grande mosquée de style classique, construite par l'Etat et nommée Hassan II, fut achevée, juste de l'autre côté des remparts, remplaçant la vieille et grande mosquée de la médina (qui fut elle-même réaménagée) dans sa fonction de mosquée officielle de la ville et le *mohtasib* fut désigné comme *imam* et comme *khatib*, chef de prière et responsable du sermon du vendredi. D'autres offices musulmans classiques – le *nâzir*, administrateur des biens religieux, le *qâdi*, juge religieux, le *âdel*, notaire, le *moqaddem*, chef de quartier, le *amin*, chef de corporation, ont été simplement renforcés comme traits canoniques d'une ville musulmane authentique. Les bains publics, les fours publics, les salles de prière de quartier, les fontaines de marché, et d'autres institutions civiques ont été rénovées, et il y eut une explosion spectaculaire de constructions de mosquées privées par les notables – leaders, soucieux d'exprimer leur piété, leur solidarité et leur importance indéfectible.

Au moment même où se développait, du côté des vieux sefrouis, cette revitalisation culturelle ou religio-culturelle (dont une partie était essentiellement du maquillage), une contre-affirmation se mettait en place, du côté des nouveaux sefrouis, avec l'utilisation d'un vocabulaire à la fois semblable et différent.

Leur présentation de soi comme citoyens authentiques (*madani-s*), leur détermination à quitter les marges pour une intégration complète dans la société urbaine n'ont cessé de se développer, entretenues qu'elles étaient à la fois par la cour que leur faisaient les socialistes, par l'accélération croissante de leur nombre et par le sentiment d'être traités néanmoins comme des envahisseurs barbares, moralement indésirés et matériellement négligés. (Le terme utilisé par les nouveaux sefrouis pour se référer à leur déplacement de la campagne à la ville n'est pas l'exode rural des vieux sefrouis, encore un terme français amer qui évoque des réfugiés déguenillés, mais *hijra*, le terme arabe qui veut dire à la fois émigration et immigration et bien sûr, qui est le terme utilisé pour désigner cette migration qui a le plus changé le monde, le déplacement du Prophète de la Mecque à Médine et qui a inauguré l'Ere Musulmane). De plus, cette détermination à parachever leur *hijra* s'est exprimée très emphatiquement dans un idiome architectural – dans une rhétorique de mosquées et de maisons, et plus spécialement, et plus étonnamment, dans une rhétorique de façades.

Les façades sont surprenantes, ou peut-être que non si nous considérons le sens matérialisé auquel cela nous renvoie, parce que, comme on l'a souvent remarqué, les maisons classiques de la médina se tournent radicalement à l'intérieur. Elles présentent aux rues et aux passages publics, un visage uniforme et extrêmement modeste (excepté de temps en temps une porte pudiquement décorée) : des murs blanchis, des petites fenêtres à barreaux bien au-dessus du niveau de l'œil. C'est dans les cours intérieures, les jardins et les pièces de réception, les pièces « brochées » réservées aux femmes, les fontaines en mosaïque, les salons à tapis pour prendre le thé, c'est là que le statut s'expose. De l'extérieur, la maison d'un homme riche et celle d'un homme pauvre sont à peine différentes ; à l'intérieur, elles se différencient, comme un palais d'un taudis, par leur décor, leur ameublement, l'utilisation de l'espace. C'est certainement vrai pour Sefrou ; non seulement dans la vieille ville, la médina, où il n'y presque pas de signe externe de différenciation et où une rue a l'air simplement d'un mur solide irrégulièrement ponctué par des passages étroits, mais aussi dans les quartiers de la nouvelle médina qui sont juste derrière les remparts et où on ne sait pas avant d'entrer (si du moins on est un étranger), si on va se trouver devant une cave ou une boîte à bijou. Et c'est bien cela, peut-être, le domaine le plus chargé, certainement le plus intime, de l'imagerie urbaine que les nouveaux sefrouis dans leurs habitations spontanées ont complètement renversé. Ils ont retourné la maison urbaine en tout cas dans son décor, de l'intérieur vers l'extérieur.

Comme je l'ai mentionné, les maisons que les nouveaux sefrouis ont construites sont pour la plupart des structures faites de solides pierres et de ciment, plutôt grandes dans l'ensemble, éparpillées au hasard, à cause de leur site « illégal », donc opportuniste, le long des voies et des chemins non goudronnés. A l'intérieur, la plupart d'entre elles est étonnamment dépouillée. En effet, elles sont presque vides – de grands espaces, un lit isolé ou une pauvre table et quelques chaises. La plus grande partie du capital de leur propriétaire est investie dans la structure du bâtiment et le terrain en hyper-inflation sur lequel elle est construite, et l'absence de services municipaux, l'eau, l'électricité, etc. mettent des limites à ce qu'on peut faire ; ici, il n'y a pas de bassin d'eau réfléchissant la lumière, ni de divans doucement éclairés. C'est sur les murs extérieurs que se joue l'exposition de soi. Presque toutes ces maisons (en tout cas jusqu'au décret) étaient très brillamment peintes dans des couleurs primaires clinquantes (des rouges, des jaunes, des verts, des bleus, même de temps en temps des violets, des oranges et des roses), un mélange criard. La plupart étaient en plus décorées de dessins compliqués, certains inspirés de motifs traditionnels empruntés aux tapis, textiles, poteries, travaux de cuir, à certaines images magiques traditionnelles (la main de Fatima, les figures géomantiques, le nom d'Allah ou même toute la *fatiha* écrite dans une calligraphie élaborée), à certains signes tribaux dérivés des tatouages des visages de femmes qui, pour les femmes berbères, sont l'équivalent d'un voile urbain. D'autres étaient simplement des inventions originales, apparues, selon les gens, dans des rêves ou des visions.

Le terme commun pour ces façades flamboyantes, (qui sont plutôt des enveloppes, car elles ont tendance à avoir quatre côtés) est le terme français *fantasia*, depuis longtemps utilisé pour le célèbre art du cheval et de la poudre des marocains tribaux – comme ces manifestations, les façades sont des démonstrations publiques de la force individuelle. Elles sont, tout le monde le reconnaît – des nouveaux sefrouis qui les produisent aux vieux sefrouis qui souhaitent les gommer –, des déclarations, des revendications, des annonces, des arguments et des demandes. Parallèlement, le décret qui voulait que les façades soient repeintes dans un beige civilisé était plus qu'une réponse du conseil municipal à « faire quelque chose » de visible et de rapide avant le jour de l'Accession. C'était un mouvement, ou plutôt un contre-mouvement, dans lequel s'est constituée une politique de signes consciente d'elle-même.

En retournant leur maison de l'intérieur vers l'extérieur, les nouveaux sefrouis menaçaient de retourner tout Sefrou de l'intérieur vers l'extérieur, de faire de ses périphéries voyantes, et non de son

cœur restreint, les traits distinctifs de la ville. La réaction esthétique et morale des vieux sefrouis aux façades qu'ils considéraient comme des offenses à la citadinnité (*mudanniyya*), était plus passionnée que la défense de leur intérêt face aux revendications matérielles de ces envahisseurs, auxquels ils se sentaient capables de résister.

Alors que les socialistes ont cherché à prendre en compte les demandes d'intégration dans la société urbaine des migrants, en les incorporant légalement dans la municipalité, les notables du Conseil (et les notables, souvent plus importants, qui étaient dans son entourage) cherchaient, maintenant que ces migrants étaient malheureusement en effet inclus, à les faire au moins ressembler et, comme on pouvait l'espérer, à les faire se comporter comme de vrais urbains.

Le résultat fut une espèce de compromis. La plupart des nouveaux sefrouis ont repeint leur maison (les périphéries ont changé de couleur en presque 24 heures), en échange de quoi on les reconnaissait, implicitement, comme citoyens, avec un droit à de véritables services, et non plus comme des squatters illégaux qui doivent être rasés par les bulldozers (comme l'espéraient les membres les plus conservateurs de la vieille élite). Mais ce compromis, (si ce mot est bien adapté) n'a pas vraiment mis fin à la confrontation. Il l'a simplement déplacée à un autre niveau de discussion ; là où les problèmes sont posés comme résultant de conflit d'intérêts entre habitants à l'intérieur de la même ville et non entre habitants de la ville et des étrangers rassemblés sur ses marges.

Prenons en exemple une lettre remarquable d'un journal en langue arabe, écrite deux ans plus tard environ, par un résident du plus grand quartier périphérique, à la croissance la plus rapide et le plus énergique : « Une des choses les plus étonnantes est le manque d'eau potable à Sefrou, bien qu'elle se trouve au pied du Moyen-Atlas. Ce fait est un de ces paradoxes qui laissent l'observateur perplexe, devant la multitude de questions qui lui viennent à l'esprit... Venons-en au sujet de notre correspondance, que nous publions au nom des familles qui vivent dans le quartier Bni Seffar et qui demandent, à travers elle, que l'énorme problème d'eau potable soit réglé et que les besoins des 2500 personnes environ soient satisfaits. Ce quartier n'a qu'une seule fontaine où les habitants se précipitent tôt le matin pour obtenir quelques gouttes de sa généreuse eau. Nous ne parlerons pas ici de la longue queue, de la longue attente, des bagarres qui se produisent entre les gens qui attendent... Ce que demandent les résidents est que l'opportunité de bénéficier de l'eau potable soit donnée à tous, sans discrimination, car on a observé

que les préposés à la distribution favorisent certains groupes (factions, parties) au détriment d'autres. Cela est clair, on donne des privilèges d'obtention de l'eau à certains résidents et on en néglige d'autres. Les résidents du quartier demandent aux membres de leur Conseil municipal, qui ont déversé beaucoup de promesses pendant la campagne électorale (contre les socialistes), de stopper ce favoritisme et de considérer tous les résidents comme égaux, sans différence entre celui-ci et celui-là, mais seulement à la lumière de leurs actes qui servent l'intérêt général. Ce que ces humbles gens demandent n'est que le plus élémentaire des droits de l'homme ; seulement un peu d'eau pour éteindre leur soif et ils ne veulent ennuyer (alarmer, menacer) personne ! Ils ne veulent que de l'eau...! ? »

Changer le visage d'une ville ou la façade d'une maison, revient, dans notre cas tout au moins, à changer les façons de la voir et de la comprendre de ceux qui y vivent et de mettre sous pression les présupposés culturels, dans lesquels ils ont été habitués à la voir, la comprendre et y vivre. Le fameux vers d'Auden « un nouveau style d'architecture, un changement de cœur », est plus qu'une coquetterie littéraire. Ce qui se passe pour la ville islamique dans le cas de Sefrou est comme ce qui se passe là et ailleurs pour « l'Islam ». Elle est en train de perdre en définition et de gagner en énergie.

Princeton, 1995.

---

**CLIFFORD GEERTZ**, anthropologue, est professeur de sciences sociales à The Institute of Advanced Studies, Princeton.

Il a écrit plusieurs livres sur le Maroc et l'Indonésie.

Le texte dont est tiré cet extrait est traduit du dernier chapitre de son livre, intitulé *After the Fact, Two Countries, Four Decades, One Anthropologist*, publié en 1995 par Harvard University Press.